



Affaires Indiennes  
et du Nord Canada

Indian and Northern  
Affairs Canada

## Rapport Annuel au Parlement

Loi sur l'accès à l'information

et

Loi sur la protection des  
renseignements personnels

2007 - 2008



Canada

Publié avec l'autorisation du  
ministre des Affaires indiennes et du Nord  
canadien et interlocuteur fédéral auprès des  
Métis et des Indiens non inscrits

Ottawa, 2008

[www.ainc-inac.gc.ca](http://www.ainc-inac.gc.ca)

1-800-567-9604

ATME seulement 1-866-553-0554

QS-6220-000-BB-A1

N° de catalogue R1-7/2008

ISBN 978-0-662-05836-6

© Ministre des Travaux publics et des  
Services gouvernementaux Canada

This publication is also available in English under the title:  
**Annual Report to Parliament Access to Information Act  
and Privacy Act 2007-2008**

## **1. INTRODUCTION**

### **APERÇU**

Tandis que la *Loi sur la protection des renseignements personnels (LPRP)*, proclamée en juillet 1983, a pour objet de « compléter la législation canadienne en matière de protection des renseignements personnels et le droit d'accès des individus aux renseignements personnels qui les concernent » (article 2), la *Loi sur l'accès à l'information (LAI)*, elle aussi proclamée en juillet 1983, a pour objet « d'élargir l'accès aux documents de l'administration fédérale en consacrant le principe du droit du public à leur communication » (article 2). Par public on entend les Canadiens, les résidants permanents et toute personne vivant au Canada.

Les principes qui sous-tendent ces Lois sont les suivants :

- le public a le droit de consulter les documents de l'administration fédérale;
- les exceptions indispensables qui restreignent ce droit doivent être précises et limitées;
- la *Loi sur l'accès à l'information* ne vise pas à remplacer les moyens actuels de fournir de l'information;
- les décisions relatives à la communication sont susceptibles de recours indépendants du pouvoir exécutif; et
- à moins d'exceptions spécifiques, les renseignements personnels ne peuvent être communiqués sans la permission des individus auxquels ils appartiennent.

Le rapport annuel pour l'exercice financier 2007-2008 est présenté au Parlement conformément aux paragraphes 72(1) et 72(2) de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

### **MANDAT DU MINISTÈRE**

De façon générale, Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) veille à respecter les obligations et les engagements pris par le gouvernement du Canada à l'égard des Inuit, des Métis et des Premières nations et à s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement fédéral dans le Nord. Ce vaste mandat est principalement dicté par la *Loi sur le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien*, la *Loi sur les Indiens*, les lois territoriales et les obligations juridiques stipulées au paragraphe 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*. Le Ministère administre au total plus de 50 lois. Par conséquent, son rôle est complexe et ses responsabilités touchent un large éventail de programmes.

Le Ministère est tenu de respecter les obligations et les engagements pris par le gouvernement du Canada envers les Inuit, les Métis et les Premières nations et de s'acquitter des responsabilités constitutionnelles qui incombent au gouvernement du Canada dans le Nord. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien exerce également la fonction d'interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits. À ce titre, il sert d'intermédiaire entre le gouvernement du Canada et les Métis, les Indiens non inscrits et les Autochtones des milieux urbains.

En vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2008, Résolution des questions des pensionnats indiens Canada (RQPIC), a été transféré au Ministère. RQPIC, précédemment une entité départementale qui relevait du ministre, est chargé de s'occuper des problèmes découlant des séquelles laissées par les pensionnats indiens et de les régler. Un rapport annuel distinct pour RQPIC sera soumis pour 2007-2008.

## **DÉLÉGATION DES ATTRIBUTIONS DU MINISTRE**

En vertu de l'article 73 des deux Lois, le ministre a délégué ses attributions afin de permettre au Ministère de satisfaire aux exigences des Lois et d'en exercer les pouvoirs. La responsabilité relative à tous les articles des Lois a été déléguée au secrétaire du Ministère, œuvrant au Secrétariat du Ministère, et au coordonnateur de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels du Ministère. L'exécution de fonctions administratives particulières a également été déléguée à certains employés. Vous trouverez aux appendices A et B les Ordonnances de délégation de pouvoirs du Ministère pour ces deux Lois.

## **ORGANISATION DE L'UNITÉ DE L'AIPRP**

Afin de s'acquitter de ses responsabilités en vertu des deux Lois, le bureau de l'AIPRP du Ministère se divise en trois équipes; une équipe est responsable des Politiques sur la vie privée alors que les deux autres s'acquittent des demandes d'information. Le coordonnateur est assisté par deux conseillers principaux aux politiques, qui voient à la bonne marche des opérations en s'occupant de la logistique, des projets spéciaux, de la formation et de la gestion des ressources humaines. L'unité relève du Secrétaire du Ministère qui se rapporte directement au sous-ministre et est membre du Comité exécutif du Ministère.

## **SESSIONS D'INFORMATION ET ATELIER DE TRAVAIL**

Au cours de l'exercice financier 2007-2008, quarante-huit (48) sessions d'information sur la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* ont été tenues au niveau national. Au-delà de six cents (600) participants ont bénéficié de ces sessions et les deux (2) instructeurs, qui sont des membres du personnel de l'AIPRP, n'ont reçu que des critiques positives et constructives de la part des participants.

Ces sessions s'adressaient principalement aux employés du Ministère qui sont impliqués dans le processus des demandes d'accès et de renseignements personnels. L'objectif était qu'ils comprennent le processus et ses exigences, de façon à améliorer le traitement des demandes et ultimement offrir aux requérants un soutien et un service améliorés.

Dans le même ordre d'idées, l'unité de l'AIPRP a aussi tenu un atelier de travail national dans la région de la capitale nationale du 28 février au 1<sup>er</sup> mars 2008. Plus de soixante-dix (70) participants ont participé à cet atelier qui s'est avéré être un vif succès tant au niveau de la formation professionnelle qu'au niveau du réseautage.

## **2. LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

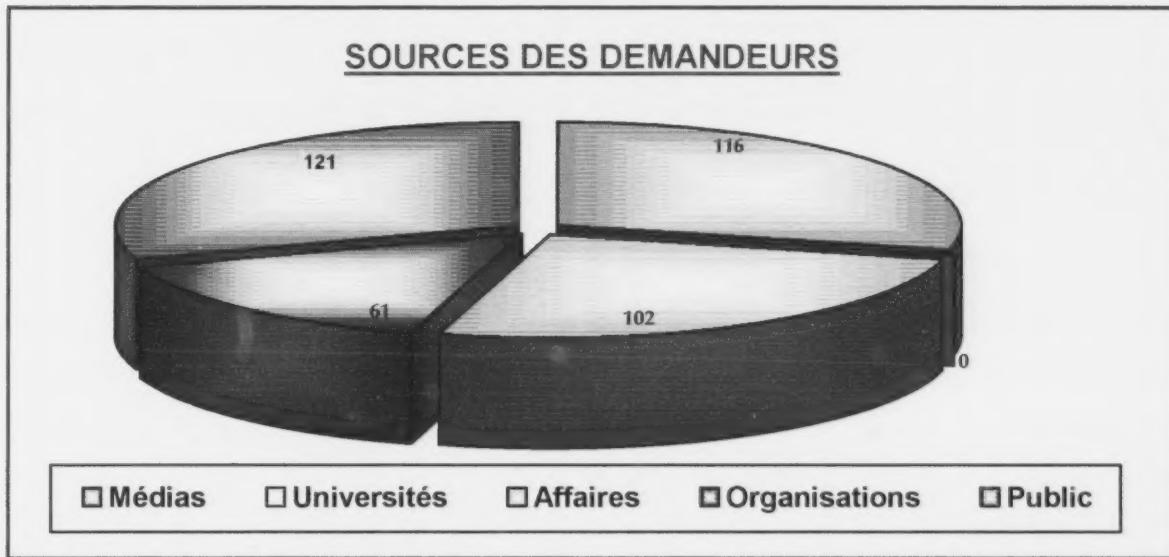
### **POINTS SAILLANTS**

Du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008, le Ministère a reçu quatre cents (400) demandes de renseignements en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* (voir l'illustration 1). En plus des nouvelles demandes reçues, le traitement de trente-neuf (39) demandes, déposées au cours du dernier exercice financier, a été reporté au présent exercice, ce qui porte à quatre cent trente-neuf (439) le nombre total de demandes à traiter. Durant la période visée par le présent rapport, trois cent cinquante-quatre (354) demandes ont été traitées et quatre-vingts (80) demandes actives ont été reportées à la période suivante. Vous trouverez le rapport statistique sur l'application de la *Loi sur l'accès à l'information* aux pages 8 et 9.

### **SOURCES DES DEMANDEURS**

Voici la répartition des demandes d'accès à l'information reçues durant la période visée par le présent rapport (voir l'illustration 1) :

• Médias	116
• Universités	0
• Affaires	102
• Organisations	61
• Public	<u>121</u>
<b>TOTAL</b>	<b>400</b>

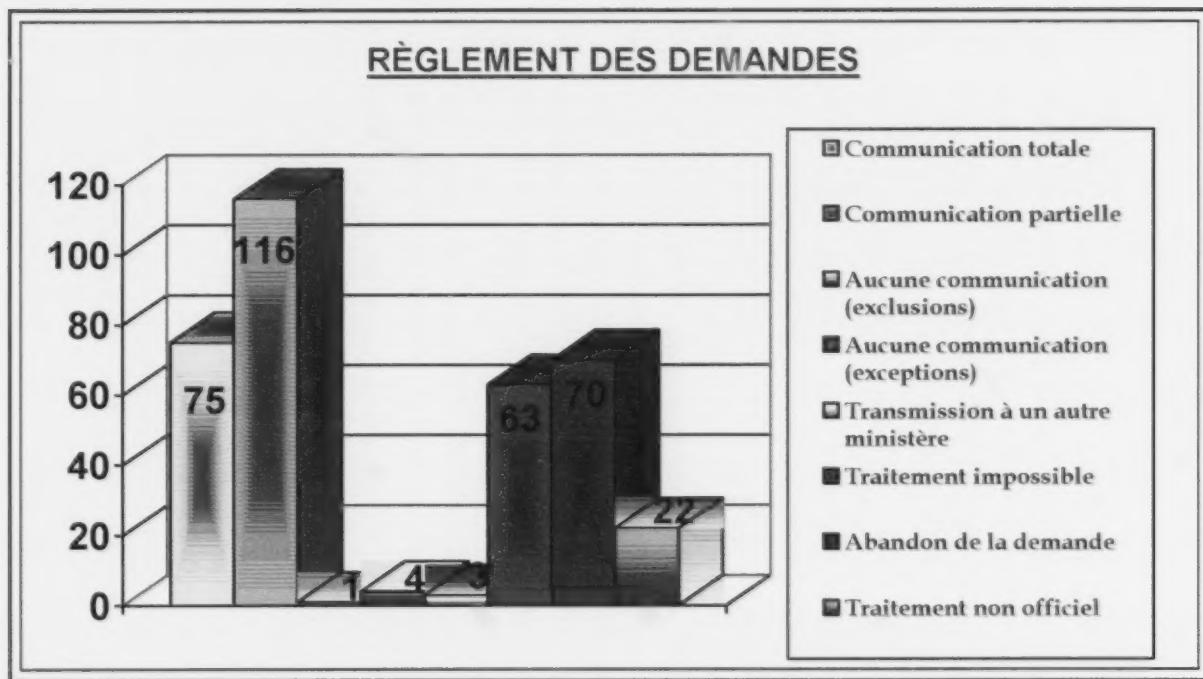


**Illustration 1**

## RÈGLEMENT DES DEMANDES

Les demandes ont été réglées comme suit (voir l'illustration 2) :

▪ Communication totale	75
▪ Communication partielle	116
▪ Aucune communication (exclusion)	1
▪ Aucune communication (exemption)	4
▪ Transmission à un autre ministère	3
▪ Traitement impossible <sup>1</sup>	63
▪ Abandon de la demande	70
▪ Traitement non officiel	<u>22</u>
<b>TOTAL</b>	<b>354</b>



**Illustration 2**

## FRAIS ET DROITS

Durant la période visée par le présent rapport, les droits perçus par le Ministère se sont élevés à \$12,364.00 tandis que les droits dispensés ont été évalués à \$42,105.80.

<sup>1</sup> Aucun document pertinent aux demandes.

## **CONSULTATIONS AUPRÈS D'AUTRES INSTITUTIONS**

Lorsqu'une demande porte sur des dossiers qui présentent davantage d'intérêt pour une autre institution, on consulte le coordonnateur de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels de cette institution. Durant la période visée par le rapport, le Ministère a reçu cent cinquante-quatre (154) demandes de consultation provenant d'autres institutions.

## **PLAINTES ET ENQUÊTES**

Pendant la période visée par le rapport, le Commissaire à l'information du Canada a reçu dix-neuf (19) plaintes contre le Ministère. Des enquêtes ont été menées relativement à ces plaintes : six (6) ont été réglées durant le présent exercice financier; les treize (13) autres, toujours à l'étude, se poursuivront au cours du prochain exercice. Des six (6) plaintes réglées, deux (2) ont été rejetées par le Commissaire, et quatre (4) ont été réglées à la satisfaction de la partie plaignante. Aucune plainte n'était justifiée.



Institution Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada				Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2006 TO/À 03-31-2007			
Source 116	Media / Médias 0	Academia / Secteur universitaire 102	Business / Secteur commercial 102	Organization / Organisme 61	Public 121		
<b>I Requests under the Access to Information Act / Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information</b>		<b>II Disposition of requests completed / Disposition à l'égard des demandes traitées</b>					
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport		400					
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure		39					
<b>TOTAL</b>		439					
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport		354					
Carried forward / Reportées		85					
<b>III Exemptions invoked / Exceptions invoquées</b>							
S. Art. 13(1)(a)	4	S. Art 16(1)(a)	3	S. Art. 18(b)	2	S. Art. 21(1)(a)	32
(b)	0	(b)	0	(c)	0	(b)	29
(c)	6	(c)	3	(d)	7	(c)	28
(d)	0	(d)	0	S. Art. 19(1)	73	(d)	4
S. Art. 14	13	S. Art. 16(2)	0	S. Art. 20(1)(a)	0	S. Art. 22	5
S. Art. 15(1) International rel. / Art. Relations intern.	2	S. Art. 16(3)	0	(b)	49	S. Art. 23	31
Defence / Défense	4	S. Art. 17	1	(c)	30	S. Art. 24	3
Subversive activities / Activités subversives	0	S. Art. 18(a)	1	(d)	16	S. Art. 26	3
<b>IV Exclusions cited / Exclusions citées</b>		<b>V Completion time / Délai de traitement</b>					
S. Art. 68(a)	9	S. Art. 68(1)(c)	3	30 days or under / 30 jours ou moins	230		
(b)	0	(d)	2	31 to 60 days / De 31 à 60 jours	46		
(c)	0	(e)	5	61 to 120 days / De 61 à 120 jours	61		
S. Art. 69(1)(a)	8	(f)	2	121 days or over / 121 jours ou plus	17		
(b)	1	(g)	30				
<b>VI Extensions / Prorogations des délais</b>		<b>VII Translations / Traduction</b>					
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus	Translations requested / Traductions demandées			0	
Searching / Recherche	24	16	Translations prepared / Traductions préparées	English to French / De l'anglais au français	French to English / Du français à l'anglais	0	
Consultation	12	35				0	
Third party / Tiers	0	50					
<b>TOTAL</b>	<b>44</b>	<b>101</b>					
<b>IX Fees / Frais</b>		<b>X Costs / Coûts</b>					
Net fees collected / Frais net perçus					Financial (all reasons) / Financiers (raisons)		
Application fees / Frais de la demande	\$1 810.00	Preparation / Préparation	\$0.00			Salary / Traitemt	\$ 975 854.65
Reproduction	\$3 037.00	Computer processing / Traitement informatique	\$0.00			Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 169 173.97
Searching / Recherche	\$7 517.00	<b>TOTAL</b>	\$12 364.00			<b>TOTAL</b>	\$ 1 144 028.62
Fees waived / Dispense de frais		No. of times / Nombre de fois	\$			Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
\$25.00 or under / 25 \$ ou moins		50	\$	383.00		Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	15.75
Over \$25.00 / De plus de 25 \$		25	\$	42 105.80			



REPORT ON THE ACCESS TO INFORMATION ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

**Supplemental Reporting Requirements for 2007-2008**

**Access to Information Act**

In addition to the reporting requirements addressed in form TBS/SCT 350-62 "Report on the Access to Information Act", institutions are required to report on the following using this form:

**Part III – Exemptions invoked**

Section 13

Subsection 13(e) \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_

Section 14

Subsections 14(a) \_\_\_\_\_ 8 \_\_\_\_\_  
14(b) \_\_\_\_\_ 5 \_\_\_\_\_

**Part IV – Exclusions cited:**

**Exigences en matière de rapports pour 2007-2008**

**Loi sur l'accès à l'information**

En plus des exigences relatives à l'établissement de rapports dont on traite dans le formulaire TBS/SCT 350-62, « Rapport concernant la Loi sur l'accès à l'information », les institutions sont tenues de déclarer ce qui suit en utilisant le présent formulaire :

**Partie III – Exceptions invoquées**

Article 13

Paragraphe 13(e) \_\_\_\_\_ 2 \_\_\_\_\_

Article 14

Paragraphes 14(a) \_\_\_\_\_ 8 \_\_\_\_\_  
14(b) \_\_\_\_\_ 5 \_\_\_\_\_

**Partie IV – Exclusions citées**



**Alinéa 8(2)(b)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux fins qui sont conformes avec les lois fédérales ou ceux de leurs règlements qui autorisent cette communication ».

Soixante-treize (73) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

**Alinéa 8(2)(c)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « communication exigée par subpoena, mandat ou ordonnance d'un tribunal [...] ayant le pouvoir de contraindre à la production de renseignements ou exigée par des règles de procédure se rapportant à la production de renseignements».

Une (1) demande a été reçue et traitée en vertu de cet alinéa.

**Alinéa 8(2)(d)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « au procureur général du Canada pour usage dans des poursuites judiciaires intéressant la Couronne du chef du Canada ou le gouvernement fédéral ».

Trente-cinq (35) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

**Alinéa 8(2)(e)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « à un organisme d'enquête [...] en vue de faire respecter des lois fédérales ou provinciales ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Trente et une (31) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

**Alinéa 8(2)(f)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « aux termes d'accords ou d'ententes conclus d'une part entre le gouvernement du Canada [...] et, d'autre part, le gouvernement d'une province [ou d'un territoire] [...] en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites ».

Cent quatre-vingt-dix (190) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

**Alinéa 8(2)(j)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « pour des travaux de recherche ou de statistiques, pourvu que soient réalisées les deux conditions suivantes : le responsable de l'institution est convaincu que les fins auxquelles les renseignements sont communiqués ne peuvent être normalement atteintes que si les renseignements

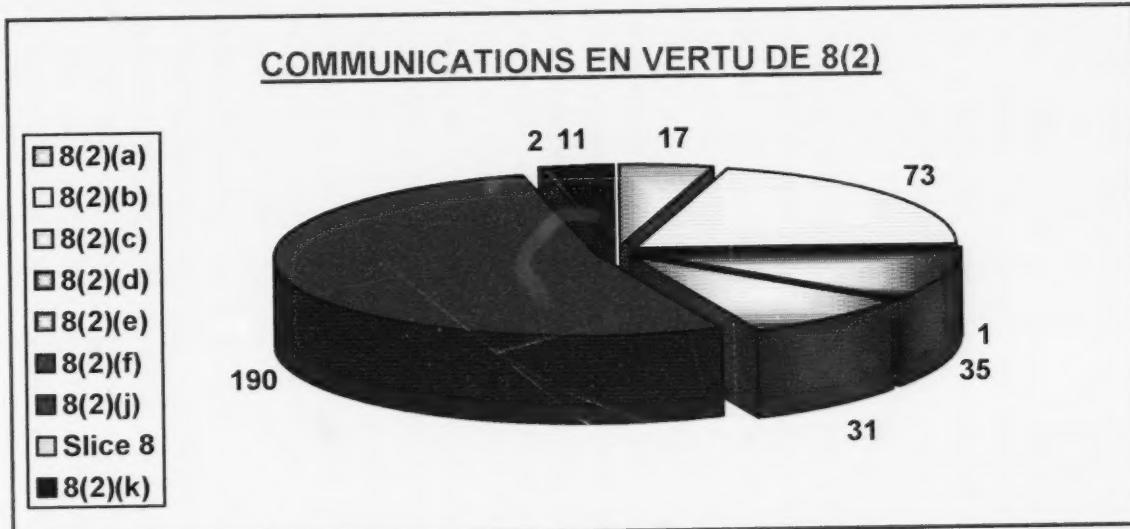
*sont donnés sous une forme qui permette d'identifier l'individu qu'ils concernent; et la personne ou l'organisme s'engagent par écrit auprès du responsable de l'institution à s'abstenir de toute communication ultérieure des renseignements tant que leur forme risque vraisemblablement de permettre l'identification de l'individu qu'ils concernent ».*

Deux (2) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.

#### **Alinéa 8(2)(k)**

La communication des renseignements personnels est autorisée « à tout gouvernement autochtone, association d'autochtones, bande d'Indiens, institution fédérale ou subdivision de celle-ci, ou à leur représentant, en vue de l'établissement des droits des peuples autochtones ou du règlement de leurs griefs ».

Onze (11) demandes ont été reçues et traitées en vertu de cet alinéa.



**Illustration 3**

#### **PLAINTES ET ENQUÊTES**

Pendant l'exercice financier 2006-2007, le Commissaire à la protection de la vie privée du Canada n'a reçu qu'une (1) plainte contre le Ministère relativement au traitement des demandes présentées en vertu de la Loi. La plainte se poursuivra au cours du prochain exercice.



REPORT ON THE PRIVACY ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Institution	Indian and Northern Affairs Canada / Affaires indiennes et du Nord Canada	Reporting period / Période visée par le rapport 04/01/2006 to / à 03/31/2007
<b>I Requests under the Privacy Act / Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels</b>		
Received during reporting period / Reçues pendant la période visée par le rapport	27	
Outstanding from previous period / En suspens depuis la période antérieure	3	
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	
Completed during reporting period / Traitées pendant la période visée par le rapport	28	
Carried forward / Reportées	2	
<b>II Disposition of request completed / Disposition à l'égard des demandes traitées</b>		
1. All disclosed / Communication totale	3	
2. Disclosed in part / Communication partielle	14	
3. Nothing disclosed (excluded) / Aucune communication (exclusion)	0	
4. Nothing disclosed (exempt) / Aucune communication (exemption)	0	
5. Unable to process / Traitement impossible	8	
6. Abandoned by applicant / Abandon de la demande	2	
7. Transferred / Transmission	1	
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>	
<b>III Exemptions invoked / Exceptions invoquées</b>		
S. Art. 18(2)	0	
S. Art. 19(1)(a)	0	
(b)	0	
(c)	1	
(d)	0	
S. Art. 20	0	
S. Art. 21	0	
S. Art. 22(1)(a)	0	
(b)	0	
(c)	0	
S. Art. 22(2)	0	
S. Art. 23 (a)	0	
(b)	0	
S. Art. 24	0	
S. Art. 25	0	
S. Art. 26	14	
S. Art. 27	1	
S. Art. 28	0	
<b>IV Exclusions cited / Exclusions citées</b>		
S. Art. 69(1)(a)	0	
(b)	0	
S. Art. 70(1)(a)	0	
(b)	0	
(c)	0	
(d)	0	
(e)	0	
(f)	0	
<b>V Completion time / Délai de traitement</b>		
30 days or under / 30 jours ou moins	20	
31 to 60 days / De 31 à 80 jours	6	
61 to 120 days / De 61 à 120 jours	1	
121 days or over / 121 jours ou plus	1	
<b>VI Extentions / Prorogations des délais</b>		
	30 days or under / 30 jours ou moins	31 days or over / 31 jours ou plus
Interference with operations / Interruption des opérations	4	0
Consultation	1	0
Translation / Traduction	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
<b>VII Translations / Traductions</b>		
Translations requested / Traductions demandées	0	
Translations prepared / Traductions préparées	0	
English to French / De l'anglais au français	0	
French to English / Du français à l'anglais	0	
<b>VIII Method of access / Méthode de consultation</b>		
Copies given / Copies de l'original	17	
Examination / Examen de l'original	0	
Copies and examination / Copies et examen	0	
<b>IX Corrections and notation / Corrections et mention</b>		
Corrections requested / Corrections demandées	0	
Corrections made / Corrections effectuées	0	
Notation attached / Mention annexée	0	
<b>X Costs / Coûts</b>		
	Financial (all reasons) / Financiers (raisons)	
Salary / Traitemet	\$ 66 656.73	
Administration (O and M) / Administration (fonctionnement et maintien)	\$ 11 567.45	
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 78 224.18</b>	
	Person year utilization (all reasons) / Années-personnes utilisées (raisons)	
Person year (decimal format) / Années-personnes (nombre décimal)	1.08	





REPORT ON THE PRIVACY ACT  
RAPPORT CONCERNANT LA LOI SUR LA PROTECTION  
DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

**Supplemental Reporting Requirements for 2007-2008**

**Privacy Act**

Treasury Board Secretariat is monitoring compliance with the Privacy Impact Assessment (PIA) Policy (which came into effect on May 2, 2002) through a variety of means. Institutions are therefore required to report the following information for the 2007-2008 reporting period.

Indicate the number of:

Preliminary Privacy Impact Assessments initiated: 4

Preliminary Privacy Impact Assessments completed: 1

Privacy Impact Assessments initiated: 19

Privacy Impact Assessments completed: 2

Privacy Impact Assessments forwarded to the Office of the Privacy Commissioner (OPC): 2

If your institution did not undertake any of the activities noted above during the reporting period, this must be stated explicitly.

**Exigences en matière d'établissement de rapports pour 2007-2008  
Loi sur la protection des renseignements personnels**

Le Secrétariat du Conseil du Trésor surveille la conformité à la Politique sur l'Évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) (qui est entrée en vigueur le 2 mai 2002) par divers moyens. Les institutions sont donc tenues de déclarer les renseignements suivants pour la période de déclaration 2007-2008.

Prière d'indiquer le nombre :

d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée amorcées : 4

d'évaluations préliminaires des facteurs relatifs à la vie privée achevées : 1

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée amorcées : 19

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée achevées : 2

d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée acheminées au Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP) : 2

Si votre institution n'a pas entrepris l'une ou l'autre des activités susmentionnées durant la période de rapport, cela doit être mentionné de façon explicite.

## **4. ADMINISTRATION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

### **ÉVALUATIONS DES FACTEURS RELATIFS À LA VIE PRIVÉE**

Une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) est un exercice étape par étape sur la circulation des renseignements personnels retenu par un programme ou un service. Ce processus permet au Ministère de déterminer si les nouvelles technologies, les systèmes informatiques, les initiatives, les programmes ou politiques proposés rencontrent les exigences de la protection des renseignements personnels du gouvernement fédéral.

Grâce à la section des politiques sur la protection des renseignements personnels de l'Unité de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP), l'ÉFVP est devenue un élément central des activités liées à la protection des renseignements personnels aux Affaires indiennes et du Nord Canada. En fournissant des conseils et des principes directeurs, y compris de la formation tant à l'oral qu'à l'écrit, la section a permis à tous les programmes du Ministère d'intégrer à leur planification de base la protection des renseignements personnels.

Une ÉFVP fait ressortir les points saillants concernant les renseignements personnels, existants ou nouvellement acquis, qu'ils soient conservés sur papier ou sur un autre support technique. Elle donne des réponses aux questions suivantes : Quels renseignements seront recueillis? Qui pourra avoir accès à l'information? Comment les renseignements et les données seront-ils conservés? Quels processus de gestion administrative seront établis? Qu'est-ce qui a justifié la décision d'utiliser les renseignements recueillis? La section des politiques sur la protection des renseignements personnels a fourni, au bureaux des programmes et leurs éléments, les directives relatives à l'ÉFVP de sa préparation au produit final.

La section des politiques sur la protection des renseignements personnels a prodigué de précieux conseils sur le respect de la vie privée, lesquels ont été appliqués aux nouvelles mesures mises de l'avant. Par conséquent, les modifications qu'elle a proposées amélioreront la façon dont les renseignements personnels sont protégés à l'échelle du Ministère. On est à établir des procédures dans le but de s'assurer que, tout au long de leur cycle de vie, les processus et les programmes du Ministère sont exécutés de manière à protéger les renseignements personnels et que les décisions stratégiques concernant la collecte et l'utilisation des données reposent sur les principes d'équité dans le traitement des renseignements.

Lors du dernier exercice financier, AINC a complété deux ÉFVPs, tel qu'indiqué au rapport statistique.

APPENDICES :

Appendice A – *Loi sur l'accès à l'information* – Ordonnance de délégation de pouvoirs

Appendice B – *Loi sur la protection des renseignements personnels* – Ordonnance de délégation de pouvoirs

ANNEXES :

Annexe A.1 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*

Annexe B.1 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur l'accès à l'information*

Annexe A.2 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Annexe B.2 – Désignation en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Ministre des Affaires indiennes et  
du Nord canadien et interlocuteur fédéral  
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and  
Northern Development and Federal Interlocutor  
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

#### **APPENDICE A**

**Loi sur l'accès à l'information -  
Ordonnance de délégation de pouvoirs**

En application des pouvoirs de désignation  
qui me sont conférés en vertu de l'article  
73 de la *Loi sur l'accès à l'information*,  
j'autorise par les présentes les employés  
exerçant des fonctions ou occupant le  
poste de secrétaire du Ministère,  
Secrétariat du Ministère (numéro de poste  
12294), le coordonnateur (numéro de  
poste 62185) de l'Accès à l'information et  
de la protection des renseignements  
personnels et les employés qui leur  
succéderont, y compris les employés qui  
les remplacent en leur absence, ou toute  
personne ou agent désigné par écrit pour  
les remplacer, à exercer ces pouvoirs,  
responsabilités ou fonctions dévolus au  
ministre en tant que chef de cette  
institution administrative en vertu de la Loi,  
et tel qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers  
principaux de l'Accès à l'information et de  
la protection des renseignements  
personnels (numéros de postes 62364,  
12590, 12061 et 12058) et ceux qui leur  
succéderont, y compris, en leur absence,  
toute personne ou agent désigné par écrit  
pour agir en son nom, à exercer les  
pouvoirs, les responsabilités ou les

**Access to Information Act -  
Delegation Order**

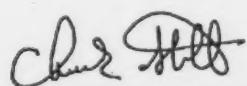
Pursuant to the powers of designation  
conferred upon me by Section 73 of the  
Access to Information Act, the persons  
exercising the functions or positions of  
Corporate Secretary, Corporate  
Secretariat (position number 12294), and  
the departmental Access to Information  
and Privacy Coordinator (position number  
62185) and their respective successors,  
including in their absence, a person or  
officer designated in writing to act in the  
place of the holder of any such functions  
or positions are hereby designated to  
exercise those powers, duties or functions  
of the Minister as the Head of the  
government institution under the Act, and  
as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information  
and Privacy Senior Advisors (position  
numbers 62364, 12590, 12061 and 12058)  
and their respective successors, including  
in her/his absence, a person or officer  
designated in writing as being authorized  
to act in the place of the holder of any  
such function or position, are hereby  
designated to exercise those powers,

Canada

fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative du gouvernement en vertu de la Loi, et tel qu'énoncés dans l'annexe B ci-jointe.

duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act; and as set out in the attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien  
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 24 2008  
Dated at Gatineau, the 6 of May 2008

Ministre des Affaires Indiennes et  
du Nord canadien et interlocuteur fédéral  
auprès des Métis et des Indiens non inscrits



Minister of Indian Affairs and  
Northern Development and Federal Interlocutor  
for Métis and Non-Status Indians

Ottawa, Canada K1A 0H4

#### **APPENDICE B**

**Loi sur la protection des  
renseignements personnels :  
Ordonnance de déléitation de pouvoirs**

**Privacy Act –  
Delegation Order**

En application des pouvoirs de désignation qui me sont conférés en vertu de l'article 73 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, j'autorise par la présente les employés exerçant des fonctions ou occupant le poste de secrétaire du Ministère, Secrétariat du Ministère (numéro de poste 12294), le coordonnateur / gestionnaire (numéro de poste 62185) de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels et les employés qui leur succéderont, y compris les employés qui les remplacent en leur absence, ou toute personne ou agent désigné par écrit pour les remplacer à exercer ces pouvoirs, responsabilités ou fonctions dévolus au ministre en tant que chef de cette institution administrative en vertu de la Loi, et tels qu'énoncés dans l'annexe A ci-jointe.

J'autorise par la présente les conseillers principaux de l'Accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (numéros de postes 62364, 12590, 12061 et 12058), ainsi que ceux qui leur succéderont, y compris, en leur absence, toute personne ou agent désigné par écrit pour agir en son nom, à exercer les pouvoirs, les responsabilités ou les

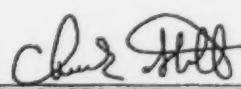
Pursuant to the powers of designation conferred upon me by Section 73 of the *Privacy Act*, the persons exercising the functions or positions of Corporate Secretary, Corporate Secretariat (position number 12294), and the departmental Access to Information and Privacy Coordinator / Manager (position number 62185) and their respective successors, including in their absence, a person or officer designated in writing to act in the place of the holder of any such functions or positions are hereby designated to exercise those powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule A.

The departmental Access to Information and Privacy Senior Advisors (position numbers 62364, 12590, 12061 and 12058) and their respective successors, including in her/his absence, a person or officer designated in writing as being authorized to act in the place of the holder of any such function or position, are hereby designated to exercise those

Canada

fonctions dévolues au ministre en tant que chef de cette institution administrative du gouvernement en vertu de la Loi et telles qu'énoncées dans l'annexe B ci-jointe.

powers, duties or functions of the Minister as the Head of the government institution under the Act, and as set out in the attached Schedule B.



Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien  
Minister of Indian Affairs and Northern Development

Signé à Gatineau, le 26 2006  
Dated at Gatineau, the 26 of May 2006

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

**DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE**  
**LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions**

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 10 Refus de confirmer si l'information existe ou non
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 12 Donner accès aux documents sous autres formes de communication
- 13 Prélever des renseignements obtenus à titre confidentiel
- 14 Prélever des renseignements protégés sur les affaires fédérales provinciales
- 15 Prélever des renseignements protégés sur les affaires internationales ou la défense
- 16 Prélever des renseignements protégés sur l'exécution de la loi et les enquêtes
- 17 Prélever des renseignements protégés pour la sécurité des individus
- 18 Prélever des renseignements protégés sur les intérêts économiques du Canada
- 19 Prélever des renseignements personnels
- 20 Communiquer ou refuser de communiquer des renseignements de tiers
- 21 Prélever des renseignements protégés sur des avis, des décisions prises par le gouvernement, des projets ou des positions envisagées dans le cadre de négociation, etc.

- 22 Prélever des renseignements protégés sur les examens et les vérifications
- 23 Prélever des renseignements protégés en raison du secret professionnel qui lie un avocat à son client
- 24 Prélever des renseignements protégés en raison des prescriptions d'autres *lois*
- 25 Prélever de l'information
- 26 Refuser de communiquer pour cause de publication dans un délai de 90 jours
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 29(1) Communiquer les renseignements sur la recommandation du commissaire à l'information
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 37(4) Communiquer les renseignements au plaignant
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers
- 52(2)(3) Appliquer des règles spéciales concernant les auditions à huis clos
- 69 Exclure des documents confidentiels du Cabinet
- 71 Consulter et exclure des renseignements des manuels
- 72(1) Établir du rapport annuel à présenter au parlement
- 77 S'acquitter des responsabilités dévolues au Chef de l'institution par suite de règlement pris en vertu de l'article 77 qui porte sur des aspects dont il n'est pas question ci-dessus

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

**DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA**  
**LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION**

**Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions**

- 6 Aviser le demandeur qu'il faut plus d'informations pour procéder avec sa demande
- 7(a) Aviser le demandeur que sa demande a été reçue
- 8(1) Transférer la demande à une autre institution ou accepter une demande d'une autre institution
- 9 Proroger le délai
- 11 Demander des frais supplémentaires
- 27(1)(4) Aviser les tiers que leurs droits de faire des représentations quant à la communication de leurs documents
- 28(1)(2) Recevoir les observations/représentations des tiers;
- 28(4) Prendre une décision quant à la communication des renseignements ou d'une partie des renseignements; et aviser les tiers de leur droit d'interjeter appel à la Cour fédérale
- 33 Transmettre au Commissaire à l'information le nom du tiers visé par une demande d'accès à l'information
- 35(2) Présenter des observations au Commissaire à l'information pendant une enquête
- 43(1) Informer un tiers que le demandeur a présenté un avis de recours en révision
- 44(2) Informer le demandeur du recours en révision du tiers

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

**DÉSIGNATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA**  
**LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions**

- 8(2) Divulguer des renseignements personnels sans le consentement de l'individu qui le concerne
- 8(4) Conserver des copies des demandes reçues en vertu de l'alinéa 8(2)(e), une mention des renseignements communiqués et mettre cette copie et cette mention à la disposition du Commissaire à la protection de la vie privée
- 8(5) Aviser par écrit le commissaire à la protection de la vie privée de la communication des renseignements en vertu de l'alinéa 8(2)(m)
- 9(1) Faire un relevé de l'usage des renseignements personnels
- 9(4) Aviser le Commissaire à la protection de la vie privée de l'usage de l'information à des fins compatibles avec celles auxquelles les renseignements ont été recueillis et mettre le répertoire à jour
- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 14 Répondre à la demande de communication de renseignements dans les délais prévus par la loi; communiquer les renseignements ou aviser le demandeur
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 16 Refus de communication
- 17(2)(b) Version de la communication ou autre forme de communication
- 17(3)(b) Autre forme de communication
- 18(2) Refus de divulguer de l'information se trouvant dans un fichier inconsultable

- 19(1) Refus de divulguer des renseignements personnels obtenus à titre confidentiel d'un autre gouvernement
- 19(2) Divulguer au besoin des renseignements personnel mentionnés à l'alinéa 19(1) si le gouvernement en question consent à la divulgation ou rend les renseignements publics
- 20 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice aux affaires fédérales provinciales
- 21 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice à la conduite des affaires internationales et à la défense
- 22 Refus de divulguer des renseignements portant préjudice au maintien de l'ordre public et à des enquêtes
- 23 Refus de divulguer des renseignements recueillis pour des enquêtes de sécurité
- 24 Refus de divulguer des renseignements recueillis par le Service canadien des pénitenciers, le Service national de libération conditionnelle ou la Commission nationale des libérations conditionnelles
- 25 Refus de divulguer des renseignements pouvant nuire à la sécurité des individus
- 26 Refus de divulguer de l'information concernant d'autres individus, et refuser de les divulguer lorsque leur communication est interdite en vertu de l'article 8
- 27 Refus de divulguer des renseignements personnels qui sont protégés par le secret professionnel liant un avocat à son client
- 28 Refus de divulguer des renseignements sur la santé physique ou mentale de l'individu lorsque leur communication lui desservirait
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter
- 33(2) Présenter des observations au Commissaire à la protection de la vie privée pendant une enquête
- 35(1) Prendre acte des constations du rapport du Commissaire à la protection de la vie privée à la suite de son enquête et l'aviser des mesures prises
- 35(4) Communiquer les renseignements au plaignant après en avoir avisé le Commissaire à la protection de la vie privée en vertu de l'alinéa 35(1)(b)
- 36(3) Prendre acte des conclusions du rapport du Commissaire à la vie privée découlant d'une enquête concernant un fichier inconsultable

- 37(3) Prendre acte des conclusions du Commissaire à la protection de la vie privée à l'issue de son enquête sur la mesure dans laquelle une institution fédérale a appliqué les articles 4 à 8
- 51(2)(b) Demander qu'une affaire fasse l'objet d'une audition et soit tranchée dans la région de la capitale nationale
- 51(3) Demander le droit de présenter des arguments aux auditions menées en application de l'article 51
- 72(1) Dresser un rapport annuel destiné au Parlement
- 77 S'acquitter de responsabilités dévolues au chef de l'institution en application des règlements pris en vertu de l'article 77 dont il n'est pas question ci-dessus

**AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN**  
**ANNEXE DE L'ORDONNANCE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS**

**DÉLÉGATION EN VERTU DE L'ARTICLE 73 DE LA**  
**LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**

**Articles et pouvoirs, responsabilités ou fonctions**

- 10 Verser les renseignements personnels dans les fichiers de renseignements personnels
- 11(a) Faire publier annuellement un répertoire de tous les fichiers de renseignements personnels et leurs contenus respectifs
- 11(b) Faire publier annuellement un répertoire de tous les renseignements personnels qui ne sont pas contenus dans un fichier spécifique
- 15 Proroger le délai et en aviser le demandeur
- 31 Prendre connaissance de l'avis du Commissaire à la protection de la vie privée de son intention d'enquêter